



sécurité énergétique

.....
pour un approvisionnement énergétique sûr pour notre pays

NEWSLETTER 6 – Novembre 2010

SOMMAIRE

MONDE

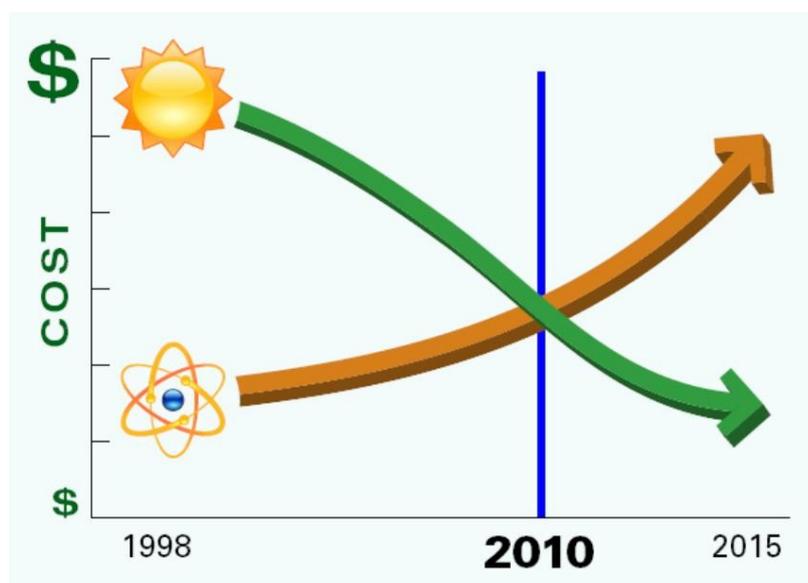
L'énergie nucléaire perd ses coûts avantageux "Nuclear Energy Loses Cost Advantage"

MONDE

L'énergie nucléaire perd ses coûts avantageux "Nuclear Energy Loses Cost Advantage"

By DIANA S. POWERS

Résumé de l'article paru dans le NewYork Times du 26 juillet 2010



Paris – Les systèmes photovoltaïques ont longtemps été considérés comme une solution propre pour générer de l'électricité, mais coûteuse par rapport à d'autres alternatives au pétrole, comme l'énergie nucléaire. Ce n'est plus le cas. Les coûts des systèmes photovoltaïques ont diminué au point de devenir inférieurs au prix de construction de nouvelles centrales nucléaires, selon une publication parue ce mois.

"L'énergie solaire photovoltaïque a atteint le niveau des alternatives les moins chères aux nouvelles centrales nucléaires", affirment John O. Blackburn, professeur d'économie à la Duke University, en Caroline du Nord, et Sam Cunningham, diplômé, dans leur publication *Solar and Nuclear Costs – The historic Crossover* **(1)**.

Selon eux, ce croisement a eu lieu à partir de 16 cents/kWh.

Pendant que les coûts de l'énergie solaire déclinaient, les coûts de l'énergie nucléaire ont augmenté inexorablement ces huit dernières années, affirme Mark Cooper, professeur en analyses économiques au Vermont Law School's Institute for Energy and Environment.

Les estimations des coûts de construction – environ 3 milliards de dollars par réacteur en 2002 – ont été régulièrement révisées à la hausse, pour atteindre une moyenne d'environ 10 milliards de dollars par réacteur, et les estimations vont probablement continuer à augmenter, selon M. Cooper, analyste spécialisé dans le suivi des coûts de l'énergie nucléaire.

L'identification des coûts réels des différentes énergies en compétition est compliquée par la grande part de subventions et d'abattement fiscaux impliqués. Selon un rapport de M. Cooper de novembre dernier, il en résulte que les contribuables américains et les usagers pourraient finir par dépenser des centaines de milliards, voire des milliers de milliards de dollars de plus que nécessaire pour fournir de l'énergie à faible émission de carbone, si les propositions législatives déposées au Congrès américain mènent à l'adoption d'un ambitieux programme de développement nucléaire.

Le rapport *All Risk, No Reward for Taxpayers and Ratepayers* **(2)** était une réponse à une série de demandes législatives développée par le groupe industriel Nuclear Energy Institute. Celui-ci demandait un mélange de subventions, de crédits d'impôts, de garanties d'emprunt, de simplifications de procédures et un soutien institutionnalisé à large échelle.

Au niveau de l'État, l'industrie a aussi plaidé la cause de *construction work in progress* **(3)**, un système de financement demandant aux consommateurs d'électricité de payer le coût de nouveaux réacteurs pendant leur construction, et parfois avant le début des travaux. Vu les longs délais de construction et les retards fréquents, les usagers pourraient être amenés à payer des prix plus élevés déjà 12 ans avant que l'usine ne produise de l'électricité.

...

La première série de centrales a eu pour résultat des pertes sèches dues à des faillites et pertes d'investissements – investissements dans des centrales existantes rendus non compétitifs par la dérégulation –, ce qui a essentiellement transféré quelques 100 milliards de dollars de charges sur les usagers, selon Doug Koplow, économiste et fondateur du bureau d'étude environnemental Earth Track, à Cambridge, Massachusetts, qui a fait campagne contre les subsides, qu'il considère comme nuisibles sur le plan environnemental. "Bien que l'industrie se targue de coûts de fonctionnement bas comme preuve de sa compétitivité commerciale, cette structure économique est un artifice en raison d'importants subsides sur capital, de pertes sèches de capital historiques, et de subsides continus sur les coûts opérationnels", selon M. Koplow.

Marshall Goldberg, membre de la Renewable Energy Policy Project, organisation de recherche à Washington, estime, dans un rapport de juillet 2000, qu'entre 1943 et 1999, le gouvernement américain a payé environ 151 milliards de dollars, en dollars de 1999, en subsides pour l'énergie éolienne, solaire et nucléaire. Au total, selon ce rapport, 96,3% ont été dédiés à l'énergie nucléaire.

Pourtant, M. Coopers estime que ces coûts sont une pâle comparaison des risques financiers et des subventions susceptibles d'accompagner la prochaine vague de construction d'usines nucléaires.

Un rapport de recherche de novembre 2009 du Citigroup Global Markets évalue les risques de construction, les risques sur l'évolution du prix de l'énergie et les risques opérationnels "si grands et variables qu'ils pourraient chacun individuellement 'mettre à genoux' même la plus grande des centrales".

...

"Sur 19 demandes à la N.R.C., 90% ont subi un report ou une annulation, se heurtant à un problème de plans, souffrant d'une augmentation des coûts et/ou faisant l'objet d'une dévaluation de la note de crédit à Wall Street."

...

M. Cooper estime que la sérénité de l'industrie s'appuyait, au moins partiellement, sur les garanties de crédit et le système de financement work in progress . Il estime "qu'avec un tel financement, la centrale fait un pari à sens unique, l'autorisant à faire du profit même si le projet échoue". "Les gens supportent les risques et coûts; l'industrie nucléaire prend les profits. Sans garantie de crédit ni garantie de construction work in progress , ces réacteurs ne seraient simplement pas construits, car le marché des capitaux ne les financerait pas."

Sans garanties publiques, les projets nucléaires ne pourraient souvent pas obtenir de financement. AmerenUE, compagnie du Missouri, a suspendu en avril 2009 son projet de construire un réacteur de 6 milliards de dollars (1'600 Mégawatts) sur son site de Callaway County, après avoir tenté sans succès d'obtenir du corps législatif de cet État la révocation d'une interdiction de longue date d'un financement work in progress . La compagnie a estimé que le maintien de l'interdiction "rend impossible le financement d'une nouvelle usine dans l'environnement économique actuel".

...

Malgré tout , en dépit d'une résistance épisodique au niveau local, le soutien financier pour l'industrie au niveau du gouvernement américain est devenu de plus en plus évident dans les versions successives de notes sur le climat et l'énergie déposées au Congrès, y compris la plus récente, le "American Power Act", qui est reporté au Sénat jusque après les vacances d'été.

Les propositions de subsides au nucléaire faites au Sénat incluent un amortissement accéléré sur cinq ans, des taxes de crédit pour investissements et production; l'acceptation d'une taxe avancée de crédit sur l'énergie; une augmentation de l'assurance du gouvernement contre des délais réglementaires; l'accès aux obligations d'activité privée; et une augmentation de 36 milliards de dollars de garanties d'emprunt, portant le total à 56 milliards de dollars.

Cela reste en-deçà du but fixé par le Nuclear Energy Institute de 100 milliards de dollars, montant décrit comme "un volume minimal d'emprunts acceptable". De plus, M. Fertel affirme dans sa directive financière qu'un "'fort support politique' atténue notre position".

...

En déformant les marchés de l'énergie, ces subsides "donneront en réalité au gouvernement le pouvoir de choisir quelles technologies énergétiques seront gagnantes et lesquelles seront perdantes", estime-t-il. Le American Power Act "ne construit pas une plate-forme politique neutre sur laquelle toutes les technologies énergétiques seraient en compétition".

Les abattement fiscaux pour le nucléaire "vont grandement entraver l'accès au marché pour les sources d'énergies concurrentes", estime M. Koplou.

...

Dans un rapport de juin 2009 reposant sur plusieurs études antérieures, M. Cooper relevait que l'efficacité énergétique, la cogénération et les énergies renouvelables pourraient satisfaire les besoins énergétiques à un coût moyen de 6 cents par kilowattheure, par rapport au coût du nucléaire de 12 à 20 cents par kilowattheure.

Selon ce rapport, choisir la voie du nucléaire et construire 100 nouveaux réacteurs se traduirait par des coûts supplémentaires de 1,9 à 4,4 trillions **(4)** de dollars payés par les contribuables et les consommateurs pendant les 40 ans de vie des réacteurs, par rapport aux coûts de développement de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables.

M. Cooper estime que cela ferait sens pour les décideurs politiques attentifs au marché de choisir en premier lieu l'alternative la meilleur marché.

...

"Les risques qui ont effaré Wall Street devraient être pris au sérieux par les décideurs politiques, car ils ne coûteront pas seulement des centaines de milliards de dollars de pertes pour les réacteurs dont la construction sera abandonnée, mais aussi des milliards de dollars en dépassements de coûts pour les usagers lorsque les réacteurs seront achevés par des compagnies qui ne parviendront pas à rester compétitives par rapport aux options meilleur marché et moins risquées à disposition.

L'effort frénétique de l'industrie nucléaire pour faire augmenter les garanties d'emprunt fédérales et s'assurer l'octroi par les États d'un fonds des usagers construction work in progress revient à admettre que la technologie est tellement peu rentable que l'industrie sera toujours sous le tutelle de l'État, résultant d'une forme de socialisme nucléaire propre à l'Amérique."

(1) "Coûts solaires et nucléaires – Le croisement historique"

(2) " Tous les risques – sans contrepartie – pour les contribuables"

(3) "Travaux de construction en cours"

(4) Milliers de milliards